

Saïd Bouamama

Le Sud dans le Nord

Héritage colonial, mondialisation et immigration

Les jeunes émeutiers des quartiers populaires ne sont pas des immigrés mais ils sont traités politiquement et symboliquement comme s'ils étaient semblables à leurs parents immigrés et à leurs grands parents colonisés. Cette instrumentalisation politique classique de la stigmatisation et de la peur sert à occulter le durcissement des conditions d'exploitation et d'exclusion des milieux populaires, toutes origines confondues.

La « révolte » des quartiers populaires¹ de novembre 2005 a surpris de nombreux observateurs par son ampleur, sa durée, ses cibles et la rapidité de son extension à l'échelle nationale. Les jeunes des milieux populaires en général et, parmi eux, ceux issus de l'immigration postcoloniale en ont été les acteurs exclusifs. Cependant les postures des parents et des générations précédentes n'ont pas été la condamnation massive et le rejet.

■ Nous employons volontairement cette expression et non celle de « banlieue » qui a été la plus souvent utilisée au cours de la crise par les journalistes et les hommes politiques. Les expressions comme « banlieue » et « cité » décrivent des lieux et ne caractérisent pas les populations qui y habitent en termes sociaux. Nous sommes bien face à une révolte d'une partie du peuple français et non face à l'explosion de lieux non socialement situés. L'élimination du vocabulaire de caractérisation sociale et son remplacement par un vocabulaire à connotation culturelle ou par des euphémismes tout aussi culturalistes participent aujourd'hui des mécanismes de domination des habitants des quartiers populaires. Dire aujourd'hui « jeunes des banlieues » c'est dire « jeunes arabes » et « jeunes noirs » et ainsi induire que les questions dont on parle seraient de nature « culturelle » et/ou « religieuse » et/ou « d'intégration ».



Si la crainte est présente dans le discours des plus âgés, la reconnaissance de la légitimité de la révolte est l'attitude dominante. Nous assistons en quelque sorte à une « révolte par procuration » révélatrice de l'ampleur de la paupérisation, de la précarisation et du sentiment d'injustice vécus par l'immigration postcoloniale et ses enfants français. Cette révolte populaire est le résultat d'une accumulation longue s'étendant sur trois décennies. Elle a été précédée de signes annonciateurs qui ne pouvait pas être pris en compte par les gouvernements successifs du fait des décisions économiques et sociales qu'ils avaient prises. Pour toutes ces raisons, cette révolte est, selon nous, le signe d'une nouvelle période dans les modalités de gestion des classes populaires par les classes dominantes à base de régulation segmentée et ethnique du marché du travail, de réinvestissement de l'imaginaire colonial pour la légitimer et produire une « mentalité de petits blancs » autorisant la répression et la criminalisation. Cet article propose dans une première partie de rappeler ce qu'il y a de qualitativement nouveau dans cette révolte. Une seconde partie sera consacrée au rappel des fonctions classiques de l'immigration. C'est en effet, selon nous, à partir de ces fonctions « classiques » que se sont construits les discours, les postures face aux revendications et à la question de leurs légitimités, les attitudes des partis politiques, etc. Cette seconde partie tentera, également, d'analyser les mutations des contextes dans le cadre de la mondialisation libérale actuelle et ses conséquences. Une deuxième partie pourra alors tenter d'explorer la signification des idéologies accompagnatrices et en particulier du réinvestissement de l'imaginaire colonial. La révolte

Il est à cet égard assez cocasse de voir certaines voix de « gauche » critiquer la forme prise par la révolte et bouter les initiatives de soutien aux jeunes incarcérés. Devant une situation insupportable les dominés empruntent les canaux d'expressions disponibles. Que ceux qui prétendent incarner une alternative sociale soient absents de ces quartiers populaires, participe donc des formes prises par la révolte. Si le fond de la révolte est le résultat de la domination, sa forme est, elle, issue de l'état des canaux d'espoirs sociaux dans ces quartiers populaires.

des quartiers populaires apparaît ainsi comme « révélatrice » des nouveaux mécanismes de domination et de gestion des rapports de classes à base d'ethnicisation.

La signification d'une révolte populaire

Plusieurs caractéristiques de la révolte des quartiers populaires soulignent qu'un seuil qualitatif est désormais dépassé, tant en terme de dégradation de la situation matérielle et économique des habitants qui y vivent, qu'en terme de prise de conscience. Que cette prise de conscience soit embryonnaire, éparpillée, inégale d'un quartier à l'autre, sans perspective formalisée et formulée, etc., ne change pas le constat². Pourtant, une nouvelle fois, ces



mutations semblent avoir été négligées par l'essentiel des forces politiques, syndicales et associatives. Une véritable déconnexion semble ainsi s'installer entre une partie importante de la jeunesse des milieux populaires d'une part et les expressions classiques du monde populaire d'autre part. La déconnexion est encore plus grande en ce qui concerne les « jeunes issus de la colonisation » qui ont été au cœur de la révolte, comme en témoigne la timidité à nommer la réalité pour ce qu'elle est : une réalité qui fonctionne massivement à base d'un système de discrimination raciste.

« On ne veut pas vivre ce qu'ont vécu nos grands frères »

Cette phrase d'un jeune expliquant les raisons de la révolte permet de souligner que nous sommes en présence d'un résultat social ayant des racines anciennes et non d'un phénomène entièrement nouveau et inexplicable. Depuis plus de trois décennies les quartiers populaires et leurs habitants vivent un processus de paupérisation et de précarisation massif. La génération qui fait parler d'elle aujourd'hui a grandi avec le spectacle d'aînés cumulant durablement stages, intérim, CDD, périodes de chômages, etc. Elle a également été socialisée dans un système de contraintes familiales à base de restrictions des dépenses, de consommation contrainte au *hard discount*, de fréquentation honteuse des restaurants du cœur et autres dispositifs de solidarité. Elle a de même enclenché son processus de « devenir-adulte » dans des quartiers désertés par la vie militante. Elle a enfin forgé son identité dans un décalage entre les idéaux portés par la télévision et le monde politique d'une part et la restriction objective de son « champ des possibles » d'autre part.

Concernant les jeunes issus de la colonisation, se surajoute le vécu des discriminations racistes par les aînés. Dans chaque famille le spectacle d'un grand frère et/ou d'une grande sœur diplômé(e) mais précarisé(e) est présent. Dans chacune d'entre elles également, l'impossibilité de la décohabitation des aînés en raison des discriminations dans le logement est une réalité repérable. Dans la plupart d'entre elles enfin, les dégâts de la paupérisation et de la précarisation sont visibles sous la forme d'aîné(e)s touché(e)s par la toxicomanie, l'emprisonnement ou la maladie mentale. Le processus long d'accumulation d'une violence sociale massive et systémique est ainsi le véritable contexte du devenir-adulte de cette génération en révolte.

L'habitude et le choix médiatique et politique de raisonner à partir des « moyennes » ont permis de rendre invisible le processus de production d'une société populaire segmentée en trois sections aux conditions



d'existence marquées par l'inégalité. Dire qu'il y a 10 ou 15 pour cent de chômeurs, ne permet pas de visualiser que dans certains quartiers ce taux avoisine les 50 %. Ainsi, dire ce dernier taux sans préciser que ces quartiers sont habités de manière dominante par des populations issues de la colonisation, ne permet pas de se rendre compte de l'ampleur de l'ethnisation des marchés du travail et du logement qui s'est installée en France. Pour simplifier nous dirons que les choix économiques depuis plus de trois décennies ont produit d'une part un monde populaire constitué de salariés stables; un monde populaire formés de « précaires blancs » d'autre part; et un monde populaire de « précaires discriminés », constitué des populations issues de la colonisation pour une troisième part.

La prise en compte de cette accumulation de violences sociales subie par ces quartiers populaires suffit pour mettre à leur juste place les discours provocateurs du ministre de l'Intérieur³. Ceux-ci ne peuvent pas être considérés comme des causes mais doivent, selon nous, être appréhendés comme des prétextes et des déclencheurs révélant une situation devenue invivable.

« On nous traite comme des esclaves, on se révolte comme des animaux »

C'est la non prise en compte de l'ampleur de cette violence sociale qui conduit à l'étonnement devant l'ampleur de la révolte, la rapidité de sa propagation, la violence contre les biens qu'elle porte. L'articulation entre violences sociales subies et violences agies est essentielle pour saisir le sens de la causalité. L'enjeu est de taille dans la mesure où il détermine la chronologie entre devoirs et droits. Le premier ministre pose les devoirs comme premiers et les droits comme seconds. Les jeunes des quartiers populaires lui répondent par un slogan déjà ancien « pas de justice, pas de paix ». Cette logique des jeunes des quartiers populaires n'est pas sans rappeler cette strophe du chant de l'Internationale « Pas de droits sans devoir, dit-elle; égaux pas de devoirs sans droits ».

La vitesse de la propagation de la révolte à l'ensemble du territoire a été un autre trait caractéristique de la situation actuelle qui la distingue des explosions urbaines antérieures limitées à un quartier ou à une ville. Les explications en terme de « mimétisme », d'effets des médias, de concurrence entre quartiers, etc., ont été particulièrement nombreuses dans les rares analyses présentées par nos médias lourds. Elles ne résistent pas au fait que des situations similaires dans le passé n'ont pas produit une telle propagation et une telle vitesse dans son déroulement. Il faut donc rechercher ailleurs les interprétations à en donner. Celles-ci sont à rechercher selon nous, dans le sentiment d'un destin commun avec les jeunes de Clichy sous bois, dans la certitude d'appartenir à un même monde qu'eux, marqué par les mêmes injustices et les mêmes violences sociales, dans l'existence d'une même révolte contenue





depuis de nombreuses années⁴. De la même façon, les cibles de la révolte ont été les mêmes partout sur le territoire. Il n'est pas inutile de s'arrêter sur les quatre composantes essentielles de celles-ci : les moyens de transports individuels ou collectifs ; les écoles ; les entreprises ; et les infrastructures publiques⁵. Pour chacune de ces composantes, il suffit de les ramener à des études sociologiques antérieures et aux discours tenus par certains jeunes pour saisir que nous sommes de nouveaux en présence de faits signifiants. Les moyens de transport brûlés au cours de cette révolte, expriment le sentiment d'enfermement dans des espaces de plus en plus réduits au moment même où le discours dominant nous parle de mobilité, de « village-monde », de frontières nationales dépassées, de mondialisation incontournable et souhaitable, etc. Des expressions comme « réserves d'indiens », comme « périphérie de la république », comme « zoo des pauvres », etc., ne sont pas rares dans les bouches de cette génération.

Les écoles (et le fait qu'il s'agit essentiellement d'écoles maternelles) nous parlent également fortement de la réalité de violence sociale vécue par cette population. Cette cible nous signifie le sentiment d'un déterminisme social que ne cache plus l'idéologie de la méritocratie républicaine. La « réussite par l'école » est depuis longtemps invalidée par le spectacle de diplômés issus de la colonisation partageant la même situation que des jeunes en échec scolaire. L'essentiel des analyses proposées par nos médias se construit à partir d'une inversion des causes et des conséquences. Selon celles-ci, le désinvestissement et l'échec scolaire seraient la cause de la non « réussite » sociale des jeunes de ces quartiers populaires. Selon nous, c'est au contraire l'impossibilité d'une place sociale même en possédant des diplômes qui entraîne par effet intergénérationnel une dévitalisation de l'investissement scolaire.

Le fait de brûler des infrastructures publiques de proximité (gymnase, bibliothèque, etc.) souligne également le sentiment d'être devenu des « parias de la république ». Bien entendu, il y a une part d'autodestruction dans le fait de s'attaquer à ces équipements mais

⁴Ce sentiment d'appartenance est d'ailleurs le signe d'une circulation de l'information et de la connaissance. Les discours centrés uniquement sur les déstructurations, les décompositions et les dépolitisations des milieux populaires, c'est à dire les regards misérabilistes occultant les essais de réactions et de constructions sont de ce fait à interroger. En particulier les groupes de rap ont permis sur l'ensemble du territoire le maintien d'un minimum de conscience politique dans cette jeunesse en dépit de la désertion de ces quartiers par les forces politiques prétendant porter une alternative.

⁵Quant aux poubelles qui prennent une place à part dans cette typologie, on ne peut pas imaginer au moins symboliquement qu'elles ne signifient pas le refus d'être comme leurs parents ont été considérés avant comme le rebut, les déchets de notre société.





l'essentiel n'est pas là. Derrière ces actes en apparence irrationnels se cache la dénonciation du refus de s'attaquer à ce qui est vécu comme le « cœur du problème » : la question de l'emploi. Depuis des décennies une cécité massive et/ou un discours d'impuissance est tenu par les gouvernements de droite et de gauche sur les questions des discriminations dans le monde du travail. Depuis des décennies les politiques publiques masquent leur inaction en agissant sur le bâti, sur les loisirs, sur le sport, etc. À force de laisser durer le décalage entre ce qui est perçu comme le « cœur du problème » dans ces quartiers populaires et les politiques publiques mises en œuvres, une génération entière est désormais convaincue de l'inefficacité (et même de la duplicité) des politiques consistant à « doré le ghetto » pour reprendre une des expressions entendues lors d'une de nos enquêtes.

Il reste les entreprises comme symboles non seulement d'un monde inaccessible mais également comme révélatrices d'un mensonge éhonté. Plutôt que de s'attaquer aux discriminations massives et systémiques sur le marché de l'emploi, ce sont des zones franches avec exonération des charges sociales qui ont été mises en place. De nouveau c'est le sentiment d'un traitement d'exception qui est au rendez-vous. La phrase que nous avons choisie comme titre de ce paragraphe résume

■ Les analyses et discours sur l'absence de transmission et de mémoire sociale sont en vogue aujourd'hui. Concernant les jeunes issues de la colonisation ce « trou de mémoire » est même avancé comme explication du comportement des jeunes. Ceux-ci seraient « en crise d'identité » du fait de ce silence. Explication rassurante qui occulte que de la transmission il y en a toujours ; que chaque génération se forge en observant (pour s'y reconnaître ou s'en éloigner ou en faisant les deux) la génération précédente. Le spectacle de la « mode des grands frères », du « subventionnisme », du « clientélisme », etc., c'est à dire de toutes les tentatives d'acheter la « paix sociale » sans s'attaquer aux causes fait partie de cette transmission et marque la génération actuellement en colère

à merveille le sentiment d'être contraint à une « révolte d'animaux » pour être entendus. Nous n'avons pas affaire à une violence nihiliste sans objet mais à un discours social sur un vécu insupportable. On peut ne pas partager les formes de cette révolte, on ne peut pas nier le discours qu'elle porte.

« Nos grands frères c'était Luther King, nous c'est Malcom X, nos petits frères se sera les « Blacks Panthers »

La révolte actuelle n'arrive pas dans un ciel serein. Elle a été précédée d'autres formes de contestation qui ont été isolées et instrumentalisées. Ne pas prendre cette histoire et cette expérience sociale c'est se priver des clefs de compréhension de ce qui se déroule dans nos quartiers populaires. Notre propos n'est pas de dire ici que ces jeunes connaissent l'intégralité de ces tentatives de parole politique collective et de cette expérience⁶. Il est simplement de souligner qu'ils en savent quelque chose et





qu'ils en héritent un rapport sceptique aux discours de contestation classiques. Rappelons brièvement les trois âges de cette expérience vécue nationalement et localement.

La décennie 1980 est celle d'une tentative d'émergence d'un acteur collectif et politique au travers de marches pacifiques interpellant l'État, les forces politiques et la société civile. La gauche au gouvernement a volontairement dévitalisé la charge politique et sociale de ce mouvement autonome en émergence en suscitant l'apparition de SOS Racisme, c'est-à-dire en orientant l'analyse vers des discours vagues sur la tolérance, le respect, l'antiracisme humanitariste, la mode « beurs », le folklore, etc. Le même scénario s'est joué au niveau local par la mise en avant d'associations ou de personnalités rassurantes (« issues du milieu » comme il était courant de le dire à l'époque). La paix sociale était ainsi achetée provisoirement par anesthésie du soubassement politique de l'expérience.

C'est sur la base d'une déception massive que s'enclenche la décennie 1990 qui sera caractérisée par la politique de la ville et le « subventionnisme ». Les associations se multiplient, elles sont subventionnées, elles traitent socialement la misère en agissant sur ces aspects les plus scandaleux et les plus visibles, etc. Cette action associative couvre à merveille une politique durable de désinvestissement de l'État en la masquant derrière des discours sur la citoyenneté, sur l'efficacité associative, sur la démocratie participative, sur la participation des habitants, etc. Par endroits, appel est fait aux associations culturelles pour éviter les révoltes suscitées par un quotidien qui se dégrade, en dépit de cette politique de la ville⁷. Progressivement, un décalage se creuse entre les leaders de ces associations subventionnées devenus des interlocuteurs des pouvoirs publics (et siégeant à ce titre dans de multiples commissions : commissions municipales, commissions liées à la politique de la ville, CODAC puis COPEC, CREPI puis CRILD, etc.) et les jeunes des quartiers populaires. Eux aussi pourtant « issus du milieu » sont touchés par la « déconnexion » des partis politiques de gauche qui ont déserté les quartiers populaires.

Cette décennie et la déconnexion qui la caractérise a été marquée par de nombreux signaux en termes de violence qui n'ont pas été pris en compte ni par les gouvernements successifs, ni par les partis dans l'opposition : Vaulx-en-Velin (1990), Mantes-la-Jolie (1991), Sartrouville (1997), Toulouse (1998), Lille (2000) pour ne citer que celles qui ont pris une ampleur suffi-

⁷ L'émission par l'UOIF d'une « Fatwa » appelant à l'arrêt des violences n'est ainsi qu'une nouvelle instrumentalisation de l'islam qui a été précédée par beaucoup d'autres. Un autre fait marquant de la période actuelle a été le rejet par les jeunes des « imams » prétendant servir d'intermédiaires.



sante pour apparaître dans les médias. C'est l'ensemble des décennies 1980 et 1990 dont parle le début de la phrase d'un jeune de Roubaix que nous citons en titre de ce paragraphe: Nos grand frères c'était Martin Luther King. Le sentiment d'être dans une période où se dépasse un seuil qualitatif est également exprimé par la seconde partie de la phrase: « Nous c'est Malcom X ». Celui d'une radicalisation future probable si ne cesse pas le « traitement d'exception » est enfin contenu dans la dernière partie: « Nos petits frères, ce sera les Blacks Panthers ». On peut ne pas partager l'analyse politique sous-jacente à cette phrase mais on ne peut pas nier l'existence d'un discours politique même si celui-ci ne va pas jusqu'à l'expression de revendications précises.

La révolte des jeunes des quartiers populaires exprime donc le passage d'un seuil qualitatif dans le processus de paupérisation et de précarisation qui est en œuvre depuis plusieurs décennies. Elle souligne également une progression dans la prise de conscience même si celle-ci reste non formalisée, non formulée et non traduite en revendications précises. Elle révèle enfin, l'accroissement de la déconnexion entre, d'une part, ceux qui voudraient porter une alternative sociale (partis, syndicats, mouvements sociaux, chercheurs, etc.) et, d'autre part, ceux qui vivent la réalité sociale des quartiers populaires. Pour saisir l'ampleur de cette déconnexion, il convient, en premier lieu, de prendre en compte les fonctions classiques de l'immigration. C'est en effet à partir de celles-ci que se sont construites les grilles de lectures des réalités de la domination. Il convient, ensuite, d'analyser les nouveaux discours idéologiques dominants qui influencent également ces forces alternatives et qui les empêchent de prendre en compte les mutations en œuvres.

Les rôles classiques de l'immigration au sein des économies nationales et leurs mutations du fait de la mondialisation

Les fonctions classiques de l'immigration :

Pour saisir les enjeux des transformations actuelles, il convient d'avoir à l'esprit le modèle antérieur et la place qu'y tenait l'immigration. Compte tenu de la taille limitée de cet article, nous résumerons à trois les fonctions jouées par l'immigration: économique, politique et idéologique.

L'instance économique: l'immigration comme variable d'ajustement structurel

La tendance à la circulation du capital vers les secteurs à fort taux de profits a pour conséquence le besoin de faire circuler la force de travail. Ce besoin de circulation se heurte au rapport de forces entre le capital

et le travail à chaque moment historique dont une des dimensions est la lutte des salariés pour les sécurités sociales. La lutte entre le capital et le travail peut ainsi se lire également comme antagonisme entre le besoin de circulation de la force de travail pour le capital et revendications de sécurités sociales pour les travailleurs. L'immigration est ainsi une nécessité des économies libérales non seulement en terme de besoin quantitatif de force de travail, mais également en terme de disposition de cette force de travail au bon endroit, dans les bons secteurs, etc., c'est-à-dire que l'immigration est une variable d'ajustement.

Cette fonction économique d'ajustement peut se formaliser dans la formule suivante: « premiers licenciés, premiers embauchés ». Les restructurations et les crises économiques sont ainsi tout au long du siècle dernier l'occasion de licenciements massifs de la force de travail immigrée, rendue disponible pour migrer une nouvelle fois, mais cette fois-ci vers d'autres secteurs économiques. Les périodes de reprises (et l'incertitude qui pèse toujours sur leur durée et leur ampleur) sont pour les mêmes raisons des moments d'embauches importantes de force de travail immigrée. D'autres catégories de la population jouent également cette fonction d'ajustement: les femmes et les jeunes. Ces trois catégories ont en commun d'être plus précarisées que le reste du monde du travail, c'est-à-dire de disposer de capacités moindres de résistance face à l'instabilité imposée par les besoins du capital.

Pour que ce traitement spécifique (des immigrés, des femmes, des jeunes) soit possible, il faut qu'il apparaisse comme « naturel » c'est-à-dire comme non scandaleux aux yeux de l'ensemble du monde du travail et aux yeux mêmes de ces catégories discriminées. Le machisme, le racisme et l'adultocentrisme sont trois outils idéologiques destinés au monde du travail afin qu'il accepte (et dans certaines circonstances demande) un traitement discriminatoire contre une de ses composantes.

L'instance politique : l'immigration comme modalité de gestion du rapport de classes

La seconde fonction de l'immigration est politique. Elle consiste à l'utiliser pour affaiblir les résistances ouvrières. En fonction des rapports de classes nationaux la configuration peut toutefois varier. Dans le cas français, l'immigration a été utilisée pendant longtemps pour éviter les affrontements de classes entre petite paysannerie et capitalistes. La raison est à rechercher dans la place centrale jouée par la petite paysannerie dans la révolution anti-féodale de 1789. Celle-ci a été la véritable base d'offensive de la révolution contraignant ainsi la nouvelle classe dominante à inscrire dans la durée le processus de dépossession de la paysannerie qu'exige l'industrialisation. L'exode rural en France s'est,



pour cette raison, inscrit sur une durée beaucoup plus longue que dans d'autres pays. Le besoin en force de travail a été compensé par le recours à l'immigration.

De manière plus générale l'immigration est utilisée pour « libérer » les ouvriers nationaux des secteurs et des postes de travail les plus durs, les plus flexibles, les plus instables. Cet aspect est repérable dans l'analyse historique des statistiques des maladies professionnelles, des accidents du travail, des espérances de vie. L'immigration est ainsi un élément de négociation avec les organisations ouvrières, les concessions aux ouvriers nationaux se réalisant sur la base d'un traitement discriminatoire de la composante immigrée de la classe ouvrière. Le chauvinisme et/ou le nationalisme sont alors un excellent outil idéologique pour rendre « naturel » et même « souhaitable » cette discrimination. La frontière de la nationalité est ici utilisée pour masquer la frontière de la classe sociale. À la division entre un « nous » ouvrier et un « eux » capitaliste, est substituée un clivage entre un « nous » national et un « eux » immigré⁸.

L'instance idéologique : éviter la conscience d'une communauté d'intérêts

Les deux fonctions précédentes en supposent une troisième, sans laquelle rien n'est possible. Nous définissons l'idéologie comme représentation inversée de la réalité sociale, de ses clivages et de ses contradictions, de ses lois de fonctionnement. Elle se traduit par une inversion des causes et des conséquences, par la production de différences là où il n'y en a pas et de ressemblances là où elles n'existent pas, par des attributions causales culturalistes et individualistes à des processus

Les mêmes processus de scissions binaires sont en œuvre dans de nombreux autres domaines avec toujours la même visée : diviser ceux qui socialement devraient être unis et unir ceux qui ont objectivement des intérêts divergents. Sans être exhaustif nous pouvons donner quelques exemples qui ont marqué les discours dominants de ces dernières années : l'immigration régulière et les sans-papiers, les intégrés et les non intégrés, les « beurs » et leurs parents, la « beurette émancipée » et la fille voilée, etc.

fondamentalement économiques, sociaux et collectifs.

Ce qu'il est convenu d'appeler « le modèle français d'intégration » a été le cadre idéologique consensuel qui a été construit historiquement. Il postule une lecture culturaliste des inégalités sociales. Celles-ci ne sont pas expliquées comme résultats du fonctionnement social, mais comme « déficit d'intégration » devant se résoudre avec le temps. La possibilité d'une « promotion sociale » intergénérationnelle a pu, pendant plusieurs décennies, donner une crédibilité à cette construction idéologique. Ce contexte idéologique conduit à l'adoption de certaines



postures précises en direction de ces « travailleurs immigrés ». Ceux-ci étant perçus (et se percevant eux-mêmes) comme de passage, l'égalité des droits est pour le mieux exigée au sein de l'entreprise. Les questions de l'existence sociale en dehors de l'entreprise (formation, logement, droits politiques, etc.) sont tout simplement éludées. L'immigré est ainsi réduit à sa dimension de force de travail, sans odeur et sans saveur, sans enfants et sans avenir ici. L'immigré étant perçu comme travailleur non encore intégré, un rapport « paternaliste » se met en place. Le contexte de mondialisation et ses conséquences bousculent ce « consensus idéologique » et rend nécessaire la construction d'une nouvelle légitimation.

Les mutations de la mondialisation

La mondialisation et la logique libérale qui la portent, conduisent depuis plusieurs décennies à des réformes visant d'une part la gestion de la force de travail dans une optique de réduction des coûts et d'accroissement de la flexibilité et d'autre part à un désengagement de l'État. Il en découle, d'une part, l'apparition de la figure du « sans-papiers » et, d'autre part, une paupérisation massive des quartiers populaires donnant, elle, naissance à la figure du « barbare » c'est à dire du jeune issu de la colonisation.

La figure du « sans-papiers »

Compte tenu des évolutions démographiques des pays du Nord, l'immigration joue une fonction particulière dans le procès de reproduction de la force de travail. Contrairement aux discours publics, c'est par un appel à de nouveaux migrants que les sociétés du Nord renouvelleront leurs forces de travail. La contradiction apparente entre le discours officiel (fermeture des frontières, expulsion des sans-papiers, etc.) et les besoins démographiques et économiques révèle une stratégie de production d'une force de travail hyper-précarisée.

Le sans-papiers est la figure idéale de la force de travail dans le contexte de mondialisation libérale actuelle. Ne disposant d'aucun droit, soumis à la précarité absolue, coupé du reste du monde du travail, etc., ce travailleur est contraint de vendre sa force de travail à n'importe quelles conditions. Sa situation ressemble à bien des égards au prolétariat national des débuts de l'ère industrielle : embauche à la tâche ou à la journée, flexibilité absolue (quotidienne, hebdomadaire et annuelle), absence de charges sociales c'est à dire de salaire indirect (sécurité sociale, retraite, accès aux services publics, etc.), etc.

L'appel aux sans-papiers est devenu une donnée systémique de certains secteurs économiques : ce sont dans les secteurs caractérisés par une forte

consommation de main d'œuvre que s'enclenche l'appel massif aux sans-papiers depuis la décennie 1970. Ce n'est donc pas étonnant que les

À titre d'exemple, abordons rapidement le cas du bâtiment en France et la complicité de l'État français qu'il révèle. L'essentiel des grands travaux étatiques a été réalisé (et se réalise) par l'utilisation de la main d'œuvre sans-papiers. Le mécanisme est simple. Le donneur de marché qu'est l'État se contente par souci de restriction budgétaire d'attribuer dans ses appels d'offres un budget inférieur au coût moyen du marché. L'employeur retenu ne peut préserver ses marges qu'en employant des sans-papiers. L'utilisation des sans-papiers est l'implicite du contrat, la clause secrète non écrite entre l'employeur et l'État. D'ores et déjà de nombreux exemples existent et ont été dénoncés : construction du métro parisien, infrastructure des jeux olympiques d'hivers d'Albertville, Arche de la défense, Stade de France, tunnel sous la Manche, etc. Les mêmes mécanismes avec toutefois d'autres acteurs sont repérables dans l'agriculture les contraintes imposées par le grossiste (grande distribution, multinationales, etc.) remplaçant ici l'État.

¹⁰ L'exemple français le plus parlant est celui des médecins. Depuis près d'une décennie les hôpitaux voient se multiplier les embauches de médecins étrangers avec un salaire correspondant au SMIC. Ces médecins ont souvent été sans-papiers et ne disposent que d'un titre de séjour précaire dépendant pour son renouvellement de la

sans-papiers se retrouvent majoritairement employés dans ce type de secteur : agriculture, bâtiment, restauration, nettoyage, textile, etc. Nous ne sommes pas en présence, dans ces secteurs, de l'action illégale de quelques employeurs véreux mais de la mise en place d'un système avec approbation et encadrement par les différents états nationaux⁹.

Enclenchée dans certains secteurs, la logique ci-dessus décrite, tend à s'étendre aux autres secteurs. Le rythme de cette extension est fonction des rapports de forces en présence. Pour saisir la possibilité de cette extension, il convient de prendre en compte les mutations touchant les candidats à l'immigration.

La paupérisation massive des pays du Sud pousse désormais vers l'immigration des membres qualifiés de la classe ouvrière et des couches moyennes. La précarisation organisée du droit au séjour contraint ces travailleurs qualifiés à accepter des travaux correspondant à leurs qualifications mais sans le statut et les conditions de travail les caractérisant¹⁰.

Les logiques ci-dessus décrites ne peuvent fonctionner que par la construction étatique d'un contexte juridique, social et idéologique conduisant à une précarisation du séjour. Les discours permanents sur la fermeture des frontières, la lutte contre l'immigration clandestine, etc., ne visent qu'à produire ce que Gramsci appelait un « arôme idéologique immédiat ». Celui-ci vise à faire apparaître comme souhaitable une « répression » en en masquant les véritables objectifs.

La figure du barbare : le jeune issu de la colonisation

Les choix économiques effectués depuis trois décennies par les pouvoirs publics ont pour premières conséquences d'accroître la fragilité

des plus fragiles, la pauvreté des plus pauvres, la domination des plus dominés. Les restrictions budgétaires en matière de service public (santé, éducation nationale, formation, logement, etc.) touchent en premier lieu ceux qui sont au plus bas de l'échelle sociale. L'augmentation de la territorialisation de la pauvreté a été de pair, dans notre pays, avec la remise en cause des services publics. Concernant les populations issues de la colonisation, ces nouvelles politiques économiques surviennent au moment où arrive sur le marché des biens rares (logement, santé, travail, etc.) la génération des enfants nés ou devenus français, ayant été socialisés ici et s'y considérant comme « chez eux ». Pour ces français, l'exigence d'égalité apparaît comme indiscutable au même moment où les nouvelles régulations économiques développent et multiplient les discriminations systémiques en fonction de l'origine. D'ores et déjà, ces jeunes sont massivement représentés dans toutes les décompositions liées à la précarité sociale (prison, toxicomanie, délinquance, mortalité, etc.). Ils sont également sur-représentés dans les secteurs les plus précaires et les plus flexibles. Ils sont enfin les premiers clients des nouveaux contrats de travail précaires : contrat à durée déterminée, intérim, cumul de plusieurs petits emplois, contrats saisonniers, etc. Le nouveau précaire ne se constitue pas seulement par l'appel aux sans-papiers mais aussi par un mécanisme de production à l'interne touchant les jeunes nationaux issus de la colonisation. Pour la première fois dans l'histoire des migrations « modernes » les enfants d'une immigration se retrouvent pour une grande partie dans une place sociale au mieux similaire et au pire inférieure à celle de leurs parents. Nous assistons en quelque sorte à un transfert de la condition d'immigré à leurs enfants français par une organisation ethnique de la hiérarchie sociale et des marchés des biens rares en général, de celui du travail en particulier.

Il n'est, dans ce contexte, pas étonnant que cette nouvelle génération choisisse d'insister sur le refus des injonctions faites aux parents. L'immigré était construit comme un sujet invisible dans l'espace urbain et social, son enfant français investira toutes les modalités pour imposer une visibilité sociale ¹¹. L'immigré était fabriqué comme sujet apolitique et poli, son enfant français sera allergique à toute justification d'allégeance ou de reconnaissance. Les attitudes perçues comme provocantes n'apparaissent ainsi que comme le résultat du fait qu'ils sont français, se considèrent

possession d'un travail. Des secteurs comme l'informatique ou la mécanique connaissent des scénarios similaires.

¹¹ La marche pour l'égalité a été la première forme d'expression politique de cette visibilité sociale ou plus exactement du refus de l'invisibilité imposée aux parents. De nombreuses autres formes l'ont suivie que ce soit dans les modalités

rent comme français et exigent d'être traités comme français. Les discriminations vécues en raison de l'origine apparaissent aux yeux de ces enfant français comme plus insupportables et donc plus destructrices que pour les parents. La limite de ce qui est perçu comme « dignité » n'est pas la même lorsque l'on se perçoit comme « chez soi » ou comme « oiseau de passage ». Au même moment où ces jeunes sont objectivement des indigènes de notre pays (au sens littéral du terme, c'est-à-dire natifs du territoire qu'est la France), ils sont tout aussi objectivement discriminés massivement c'est-à-dire construits comme « indigènes » au sens politique du terme¹² (celui qu'ils avaient été à l'époque coloniale, c'est-à-dire sujets français non citoyens, c'est-à-dire encore, ni tout à fait français ni tout à fait étrangers).

Tout en conservant l'ensemble de ses fonctions classiques, l'immigration contemporaine s'inscrit dans un contexte de mondialisation libérale. Deux figures caractérisent les nouvelles politiques économiques : la figure du sans-papiers et celle du jeune issu de la colonisation. Dans les deux cas une précarisation massive est à l'œuvre les contraignant avec des degrés et des contraintes de natures différentes à devenir une main d'œuvre précaire. Les jeunes issus de la colonisation sont cependant français et se considèrent comme tels. Ils adoptent alors des postures plus revendicatives mais subissent également plus forte-

ment les discriminations vécues. Pour que cette précarisation généralisée soit acceptable sans révolte sociale, il convient de l'accompagner d'une part avec de l'isolement politique et d'autre part avec un nouveau discours idéologique producteur d'une frontière de type culturelle et/ou ethnique et/ou religieuse.

d'occupation ostensible de l'espace public, dans les tenues vestimentaires, etc.

¹²Le sentiment d'être traité comme des « indigènes » au sens colonial et politique du terme est fortement ancré et depuis longtemps. Un des mots d'ordre de Convergence 84 est à cet égard significatif : « citoyen à part entière et non entièrement à part ». Le chahut pendant la Marseillaise au cours d'un match de l'équipe de France souligne également ce sentiment d'un traitement d'exception. Le succès de l'appel des indigènes dans les quartiers populaires n'est issu que du fait qu'il met des mots à une réalité déjà vécue et perçue.

Le nouvel arôme idéologique immédiat : l'imaginaire colonial

Chaque société légitime ses dominations en s'appuyant sur des représentations sociales héritées du passé. C'est en s'appuyant sur ces dernières, en leur donnant une nouvelle vigueur que des productions sociales sont présentées comme des réalités naturelle et éternelle. Compte tenu de l'absence de déconstruction de l'imaginaire colonial hérité, les représentations que celui-ci véhicule,

étaient disponibles et efficaces pour être réinvesties dans le nouveau contexte de mondialisation. Les événements et discours dominants de ces dernières années ont fait ressurgir sur le devant de la scène des logiques de pensées, des réflexes politiques, des préconisations de politiques publiques, etc., renvoyant au passé colonial.

L'intégrationnisme

Le simple fait que l'on continue à parler de jeunes français en terme d'intégration (ou de déficit d'intégration ou encore d'échec d'intégration) est significatif de l'adoption d'une grille culturelle de lecture pour expliquer des questions sociales, économiques et politiques¹³. Les problèmes vécus par ces jeunes ne sont pas appréhendés comme résultats d'une place sociale assignée et des inégalités qu'elle porte, mais comme conséquences d'un « retard culturel » difficile à dépasser. Logiquement la solution n'est donc plus à rechercher dans le sens d'un combat contre les inégalités mais dans le sens d'une « éducation » à l'image de la « mission civilisatrice » de l'époque coloniale. Le concept d'intégration tel qu'il est perçu spontanément, compte tenu de l'héritage colonial, impose des logiques culturalistes négatrices des inégalités. Plus exactement, les inégalités peuvent être constatées mais dans une négation de leur statut de causes. Elles sont réduites à des conséquences d'une intégration inachevée. Il en découle un appel à la patience, l'égalité étant à venir. Les jeunes issus de la colonisation ont depuis longtemps perçu le statut du discours intégrationniste. Le terme d'intégration est ainsi massivement rejeté dans les quartiers populaires.

Les exemples sont nombreux de cette grille intégrationniste de lecture. Donnons en quelques uns: les discours sur la crise identitaire des jeunes maghrébin(e)s qui seraient « assis entre deux chaises »; celui sur les « grands frères » susceptibles de calmer les jeunes parce que disposant d'une « proximité culturelle »; celui de l'échec scolaire qui serait la résultante d'un non investissement des parents issus de l'immigration; celui sur le repli communautaire; celui d'une émancipation féminine impossible sans rupture totale avec la famille et « sa culture »; celui sur l'impossibilité d'accorder les droits politiques aux résidents étrangers en raison de leur « éducation à la démocratie, insuffisante »; etc. La lecture intégrationniste est réellement périlleuse, elle irrigue les cultures

¹³ Souligner le paradoxe de l'utilisation du concept d'intégration pour les jeunes français issus de la colonisation ne signifie pas qu'il soit pertinent pour décrire les problèmes vécus par l'immigré. Lui aussi est d'abord un être social et l'essentiel de ses comportements sont pour lui aussi issus de la place sociale occupée. C'est même cette place sociale assignée qui peut le conduire à réinvestir certains éléments de la « tradition culturelle » pour supporter une situation.

professionnelles des professions sociales, du corps enseignants, des métiers de la santé, etc., mais également le sens commun et le citoyen « lambda ». Elle est également véhiculée par les médias dans leur manière de rendre compte les problèmes sociaux. Elle est directement reliée à l'histoire de la société française et des représentations sociales coloniales héritées.

Les trois figures du jeune issu de la colonisation

Nous ne sommes cependant pas en présence d'un simple « passé qui ne passe pas ». À observer sur le long terme, les politiques publiques et les discours dominants font apparaître les mêmes figures de l'indigène : le barbare à réprimer ; l'intégré à encourager ; la femme à émanciper.

Les propos du ministre Sarkozy à base de « karcher » ou de « racailles » font écho à d'autres en termes de « sauvageons ». Le discours sur les territoires où vivent ces jeunes est également fortement connoté et rappelle une autre époque. Ces quartiers populaires seraient devenus des « territoires perdus de la république » qu'il faudrait en conséquence reconquérir par la force en s'opposant aux « réseaux maffieux » et aux hordes « d'intégristes musulmans ». Il ne s'agit plus de contrôler des « mechta » mais des « cités », il ne s'agit plus de s'opposer par la force à des « fellagha » mais à de la « racaille ». Le discours sur les parents est également significatif. Ceux-ci seraient par naïveté, par incompetence ou par peur, devenus les complices des dérives de leurs enfants. La tonalité guerrière du discours sur les populations et sur les lieux souligne la prégnance d'une représentation de l'Arabe ou du Noir comme barbare. À ce héros négatif qu'est le jeune « sauvageon » s'oppose « l'intégré » à promouvoir comme héros positif, l'élite en réussite à encourager. On ne

¹⁴Le concept de « demouilleur » de l'actuel secrétaire d'état à l'égalité des chances (de même que son slogan « traverser le périph' ») est significatif de cette logique élitiste et de culpabilisation des victimes. Il se réduit à une négation des déterminants sociaux, réussites et échecs ne pouvant être issus que de deux causes liées : une rupture insuffisante avec la famille et une volonté insuffisante. Malgré l'habillage sociologique nous sommes simplement en présence ici d'une nouvelle version du mépris social.

compte plus les colloques et initiatives visant à mettre en scène des jeunes issus de la colonisation qui ont réussi. Il s'agirait de donner des images et des modèles identificatoires. Simplement les implicites du discours sont toujours les mêmes : c'est par rupture avec le milieu social d'origine que la réussite devient possible¹⁴ ; c'est par la simple volonté et le courage individuel qu'elle se réalise. Nous sommes en pleine idéologie justificatrice des inégalités. Ceux étant en échec ne peuvent en vouloir qu'à eux-mêmes, puisque d'autres dans les mêmes conditions ont surmonté les obstacles. La question n'est pas celle des inégalités mais celle de la volonté.



Il reste la figure féminine qui a fait couler beaucoup d'encre ces dernières années. La teneur des débats au cours des deux « affaires du foulard » est également significative de logiques historiques datant de l'époque coloniale. Pour elle également, l'émancipation est postulée comme nécessitant une rupture avec le cadre familial. Pour elle aussi, l'oppression et l'inégalité ne peuvent provenir que d'une seule source : une culture et surtout une religion oppressive. Une nouvelle fois le soubassement économique et social de l'émancipation est éludé au profit de facteurs uniquement culturels. Une nouvelle fois l'injonction de rupture et de déloyauté est présente. Pour les femmes cependant l'émancipation même par la contrainte est mise en avant. L'émancipation n'est plus le résultat d'un mouvement des premières concernées mais une exigence obligatoire de la république. Au passage l'hystérie qui a occupé les hommes politiques et les médias pendant ces « affaires » a permis de construire un peu plus le « garçon arabe » comme barbare, la religion musulmane comme incapable d'historicité et les difficultés vécues comme simples résultats d'un « retard historique », porté par la famille, la culture, la religion, etc.

Des symboles lourds de sens

La période récente est lourde de symboles agités au plus haut sommet de l'État, renvoyant à la période coloniale. Ainsi en est-il de la réforme de la naturalisation et du questionnaire d'intégration qu'a institué le gouvernement actuel. La liste impressionnante des questions souligne la reprise du discours de Le Pen sur le thème : « la nationalité française, ça se mérite ». Leur nature indique une ingérence dans la vie privée et le soubassement assimilationniste de la naturalisation. Ainsi en est-il également de l'installation de la « cité de l'immigration » dans l'ancien musée des colonies. Ainsi en est-il aussi du rapport Bénisti attribuant l'échec scolaire puis la délinquance au fait de parler « patois » dans la famille. Le sous-entendu de ce rapport n'est pas sans rappeler la vieille scission coloniale entre des langues de civilisation et des langues rétrogrades, de mêmes d'ailleurs que le mépris pour les langues régionales de France¹⁵. Ainsi en est-il bien entendu de la loi du 23 février 2005 visant à imposer aux enseignants d'histoires d'instruire leurs élèves sur l'œuvre positive de la colonisation. Ainsi en est-il enfin du recours

¹⁵ De manière plus générale (mais la taille de cet article ne le permet pas) le lien entre les modalités de la construction nationale française (mépris pour les cultures populaires, lutte contre les langues régionales, discours civilisateurs à l'endroit des cultures régionales, etc.) et l'ancrage de l'imaginaire colonial dans la société française mériterait d'être développé.





aux ordonnances de 1955 pour instaurer le couvre-feu actuel dans les quartiers populaires.

Ces symboles ne sont pas le fait du hasard. Ils font partie d'une stratégie d'ensemble visant à masquer les inégalités massives qui touchent cette partie de la société française. Pour parvenir à cette fin, le recours aux images coloniales et leur réinvestissement, sont les chemins les plus efficaces. En construisant ainsi un « ennemi de l'intérieur », c'est la performance électorale durable du discours sur l'insécurité qui est produite. Pour une majorité qui n'a d'autres projets sociaux que la précarisation massive, ce « ministère de la peur » est une stratégie rationnelle.

Le réinvestissement du vocabulaire, des logiques et des symboles coloniaux n'est possible aujourd'hui que parce que l'imaginaire colonial n'a jamais été déconstruit dans notre société. Il imprègne profondément le « modèle français d'intégration » et les multiples institutions en contact avec des français issus de ces anciennes colonies. Il est de ce fait disponible à chaque fois qu'il est nécessaire de masquer les questions sociales, économiques et politiques en les présentant comme culturelles et/ou religieuses. Il est d'une redoutable efficacité électorale en construisant un « ennemi de l'intérieur », en autorisant un « racisme respectable », en diffusant de la peur.

